

La réponse gouvernementale à la crise financière atteste, s'il le fallait encore, des priorités que l'Etat accorde dans sa politique! Des moyens pour la gènte financière et des restrictions pour la santé publique au service de toute la population.

USAGERS ! POUR VOTRE SANTE

VOUS ALLEZ BANQUER !

Des sous pour vos banquiers mais pas pour votre santé !

En pleine crise financière, notre gouvernement fait ce qu'il sait faire le mieux : " donner aux riches ". 10 milliards d'€ offerts aux 5 plus grosses banques nationales et garantie à hauteur de 360 milliards d'€ **soit l'équivalent de 40 ans de déficit de la Sécurité Sociale**. Vous savez, ce déficit abyssal (comme ils disent !) dont on vous rabâche les oreilles depuis des années et pour lequel on vous culpabilise, on vous accuse d'aller voir le médecin pour rien, d'encombrer inutilement les urgences, de consommer trop de médicaments, etc.

Est-ce vraiment la faute des personnes malades ?

En tout cas, c'est là dessus que le gouvernement impose les réformes actuelles sur notre système de soins: Lois de financement de la Sécu, Réforme de l'hôpital public, Franchises médicales, Déremboursements successifs des médicaments...

Le choix est clair ! Pour sauver les banques tout est bon ! Pour pérenniser la Sécu, rien ne va plus !

Il est évident qu'entre la santé des banques, des financiers et celle de la population, le gouvernement a vite tranché ! Dans la continuité des restrictions des années précédentes, le gouvernement programme, pour 2009, une nouvelle économie de 500 millions d'€ sur l'hôpital. Cela implique moins de moyens pour la santé de la population et une augmentation du reste à charge pour les usagers.

Payer toujours plus pour avoir moins !

Toutes ces restrictions budgétaires conduisent chaque citoyen(ne), à devoir assumer individuellement, sa santé et ses soins, **cela selon ses moyens et non plus selon ses besoins**. L'accès aux soins diminue, de plus en plus de citoyen(ne)s reportent ou renoncent aux soins. Le transfert de la prise en charge collective par un système solidaire comme c'est le cas encore avec la Sécurité Sociale vers l'assurance privée (mutuelles, banques...) traduit la volonté de marchandisation de la santé.

Les multiples réformes subies par l'hôpital public n'ont de raison d'être que sa quasi disparition au profit des structures privées. Ainsi les hôpitaux publics de proximité disparaissent petit à petit, à l'instar d'autres services publics (Poste, Trésorerie...), éloignant les usagers des prestations publiques. Cette politique conduit à la saturation (rentabilité) des structures et des personnels. Pire, alors que l'actualité révèle de tristes événements (décès d'enfants...), conséquence de la dégradation des conditions de travail et de la qualité des soins. Le Gouvernement utilisent ces faits pour vanter une nouvelle réforme hospitalière catastrophique pour l'hôpital public : **la Loi HPST**.

Il faut une réaction populaire

La Loi " Hôpital, Patient, Santé, Territoire " (dite HPST - Loi Bachelot) doit être débattue **en février 2009**.

Il est urgent que la population reprenne sa santé en main. Après le mouvement de ce 29 janvier, informez-vous, interpellez vos élus, et, rejoignez dès à présent toutes les initiatives (appels des collectifs citoyens et des organisations syndicales) menées contre l'adoption de ces lois qui condamnent notre système de santé, notre porte monnaie, et notre société !



Fédération Sud Santé-Sociaux
"Solidaires - Unitaires - Démocratiques"
70, rue Philippe de Girard
75018 PARIS
Tel : 01 40 33 85 00
Fax : 01 43 49 28 67
Site internet :
www.sud-sante.org

Paris, 28 janvier 2009

